

LE DEVOIR

Coopération internationale

D É V E L O P P E M E N T

AQOCI

La force d'un réseau intercontinental

Page 3



MONIQUE GAGNON-TREMBLAY

Le Québec sur la scène internationale

Page 5



On aimerait que la richesse soit universelle car, cela étant, il serait possible d'écouler partout les biens et services qu'un pays donné produit

Effets de vague

S' agit-il d'exporter des surplus de blé vers des pays où la nourriture manque qu'il est toujours possible de trouver dans le pays producteur les sommes nécessaires pour financer une telle opération. Est-il question de fournir des vaccins produits localement qu'il est alors pensable d'initier une vaste campagne d'inoculation qui s'adresse, dans le cas du sida, à tout un continent. Dans toutes ces situations, les agences gouvernementales, tout comme les banques mondiales, interviennent.

Mieux encore, le propos est-il idéologique qu'un pays, où la veille le discours économique se limitait à un seul slogan: «Non à tout déficit», un tel pays trouve alors acceptable un endettement public qui dépassera bientôt les 500 milliards de dollars annuels, afin de permettre des actions guerrières et ainsi entretenir en Irak des armées d'occupation. En contrepartie, et pour le bénéfice de tous, afin de contrer dans un souci publicitaire les effets dévastateurs générés par de telles campagnes militaires, survient-il une catastrophe naturelle qu'on trouve facilement plusieurs millions pour aider les zones sinistrées.

Et se façonne la géopolitique: on aimerait que la richesse soit universelle car, cela étant, il serait possible d'écouler partout les biens et services qu'un pays donné produit.

Les vraies urgences

Pourtant, on sait que partout sur la planète perdurent des situations qui ailleurs, pour tout pays «normal», seraient vues comme autant d'états d'urgence». Il n'y a ainsi pas d'énorme différence dans la vie quotidienne en Haïti entre l'avant et l'après-passage de l'ouragan Jeanne. La misère y est là un état permanent, où les guerres entre factions rivales semblent un complément naturel à une misère généralisée. Et tout cela se passe sur un territoire que l'on peut joindre en une heure à peine quand on vient de cet empire qui se veut le champion de la démocratie et du bonheur universel!

Y aurait-il aussi une volonté de vacciner toute l'Afrique qu'il faudrait donner à celle-ci des moyens humains et physiques lui permettant d'opérer de telles campagnes, en mettant d'abord fin à ce dumping d'armes qui permettent aux potentats locaux d'entretenir toutes ces guerres pour assurer leur pouvoir, empêchant ainsi toute vie quotidienne. Comme le dit un spé-

cialiste de l'Afrique humanitaire, Victor Piché, de l'université de Montréal, parlant de la situation locale, «qu'on ne vienne pas me dire qu'il n'y a pas de ressources financières; quand c'est le temps d'acheter des armes, on en trouve».

Pendant ce temps, sur la planète, c'est par un nombre avoisinant le milliard de personnes que se comptent les analphabètes et ceux et celles qui n'ont point accès à des ressources de base, l'eau potable étant l'une d'entre elles. L'intention de mondialisation serait-elle réelle qu'il faudrait donner à tous l'accès à une alimentation électrique, ne serait-ce que pour espérer un jour pouvoir vendre les surplus occidentaux en ordinateurs et autres téléviseurs devenus localement obsolètes!

Et vint un tsunami qui frappa toute une région du monde, sept heures après que des équipements sophistiqués aient perçu son apparition, ce qui aurait dû permettre de lancer des avertissements d'alerte (il est toutefois connu que l'Indonésie s'intéresse davantage à contrôler le Timor oriental qu'à protéger ses millions de citoyens). L'énorme vague ne fit pas de discrimination, entraînant dans son sillage touristes et populations locales: les bulletins de nouvelles et les émissions spéciales ont montré le côté dramatique de la situation. Les consciences en furent émuës.

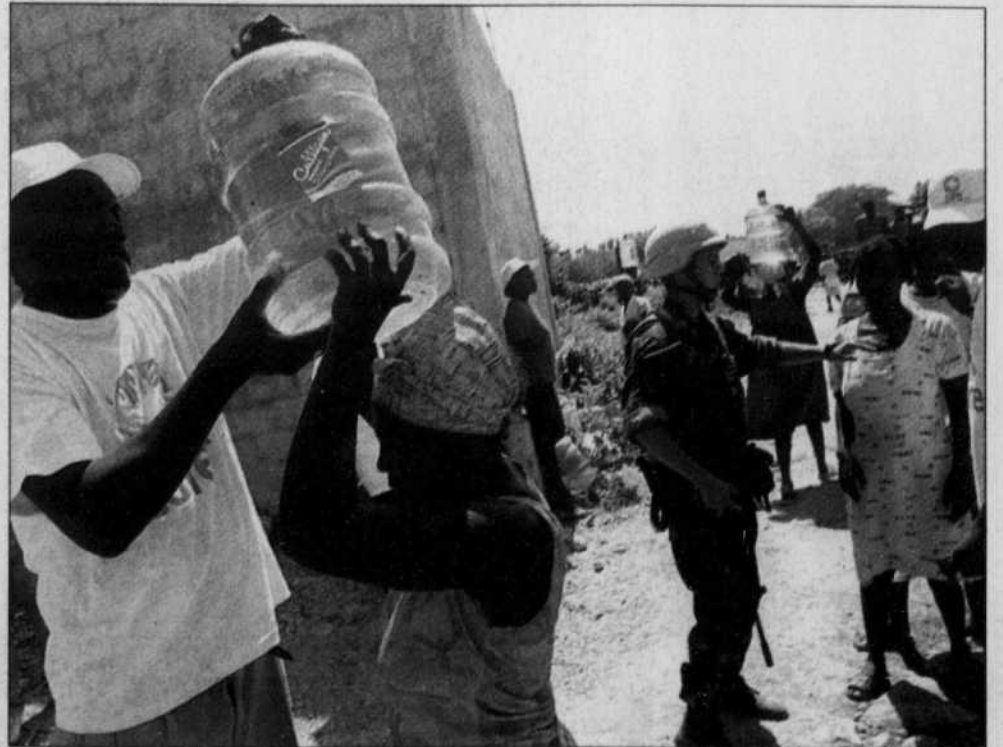
A long terme, il faut souhaiter que toutes ces images transmises, d'habitations rudimentaires et d'espaces à reconstruire, feroient prendre conscience de l'état d'inégalité qui prévaut sur cette planète, où ce qui est misère dans un pays donné serait grande richesse sur un autre continent.

Aussi, comme le pensent — et, dans cette foulée, le font — les acteurs syndicaux et certains intervenants économiques, il y a obligation de canaliser l'autre vague, celle de la mondialisation, en exportant un modèle qui veut que l'intérêt collectif ait priorité sur le gain personnel. Il faut permettre aux travailleurs et aux individus de résister à toutes ces entreprises où l'accumulation des profits est la première mesure d'évaluation d'une réussite.

En fait, à l'international, le progrès n'a jamais été acquis par le fait d'actions guerrières, mais a souvent été le résultat de gestes dont le mot d'ordre était de garantir une réelle coopération entre tous les intervenants, indépendamment de leurs origines ethniques, culturelles, voire religieuses.

Normand Thériault

Il n'y a ainsi pas d'énorme différence dans la vie quotidienne en Haïti entre l'avant et l'après-passage de l'ouragan Jeanne



DANIEL AGUILAR REUTERS

ACTIONS
Microcrédit
Santé
Page 2

SYNDICALISME
Un modèle québécois
Page 4

AIDE
ACDI
Page 5

• COOPÉRATION INTERNATIONALE •

Microcrédit et microfinance

Emprunter pour acheter un vélo

« Plus de 3000 institutions dans le monde sont actives dans le domaine du microcrédit »

L'Organisation des Nations unies a déclaré 2005 l'Année internationale du microcrédit afin de souligner et de promouvoir le microcrédit et la microfinance comme étant des moyens efficaces de réduire la pauvreté dans les pays en développement.

PIERRE VALLÉE

Pour les Nations unies, le microcrédit est l'un des instruments qui permettra d'atteindre en 2015 les objectifs du Millénaire pour le développement, qui sont entre autres de réduire de moitié le nombre de personnes vivant en état de pauvreté extrême, soit avec moins d'un dollar par jour. « Le microcrédit consiste à prêter de petites sommes d'argent à des personnes extrêmement pauvres », explique Anne Gaboury, présidente-directrice générale de Développement international Desjardins (DID). Cette division du Mouvement Desjardins est active dans le domaine de la microfinance depuis 35 ans dans plus de 20 pays dans le monde.

« Les sommes prêtées doivent servir à acheter des outils de production ou à financer des activités de production », précise Rodolphe de Koninck, professeur de géographie à l'université de Montréal. Par exemple, un prêt de 100 \$ permettra à un paysan de se procurer un vélo afin d'aller en ville vendre ses produits au marché.

Rodolphe de Koninck, qui est aussi titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études asiatiques, s'intéresse au phénomène du microcrédit depuis son apparition au début des années 1970. En effet, c'est en 1974 que Muhammad Yunus, un professeur d'économie de l'université de Dacca au Bangladesh, accouche de l'idée et du tout premier projet de microcrédit. « Il avait d'abord constaté l'échec des méthodes de réduction de la pauvreté », explique de Koninck, et surtout l'échec des méthodes traditionnelles de prêt dans les milieux ru-

raux, qui se réduisent trop souvent au prêteur à gages. »

Du prêt au remboursement

Bien qu'il n'y ait pas de méthode unique de microcrédit — les institutions de microfinance peuvent différer d'une région à une autre — certains grands principes demeurent. D'abord, il s'agit de prêter aux plus pauvres. « Le premier pas consiste à identifier les familles les plus pauvres du village », explique de Koninck, et parmi celles-ci, de déterminer celles qui feront de bonnes emprunteuses. « Fait à noter, ce sont majoritairement des femmes qui empruntent et qui se servent du microcrédit. Elles remboursent toujours leurs prêts et gèrent mieux leurs affaires », rajoute Anne Gaboury.

La deuxième étape consiste à former un groupe, une sorte de caisse populaire villageoise qui se réunira chaque semaine. La prochaine étape est alors de convaincre l'institution financière locale — une petite banque ou caisse populaire — à s'impliquer dans le projet en acceptant de prêter une somme d'argent. Les capitaux peuvent aussi provenir en partie d'organismes internationaux impliqués dans le microcrédit ou de programmes mis en place à cet effet par les gouvernements nationaux.

Le remboursement se fait généralement sur une base hebdomadaire, ce qui implique de rembourser par petits montants, mais de façon régulière. « L'encadrement et le suivi sont très importants », dit Anne Gaboury. De plus, les membres d'un groupe d'emprunt sont solidaires l'un de l'autre. Si un membre ne peut pas

rembourser une semaine, le groupe s'engage à rembourser pour lui. »

On exige aussi de l'emprunteur qu'il paie un léger intérêt sur le prêt. À ceux qui voudraient s'en indigner, Anne Gaboury et Rodolphe de Koninck répondent que le microcrédit doit demeurer économiquement viable. « Les profits encouragent les institutions prêteuses à investir davantage et assurent ainsi la pérennité du microcrédit », souligne Anne Gaboury.

Et ça marche! « Dans la vaste majorité des cas, avance Rodolphe de Koninck, le microcrédit permet aux personnes de se prendre en main et de se sortir de la pauvreté. » À preuve, selon les chiffres de l'ONU, au Bangladesh, 48 % des ménages les plus pauvres ayant accès au microcrédit se sont hissés au-dessus du seuil de pauvreté.

Ceci n'est qu'un exemple parmi des centaines sinon des milliers de cas semblables. On ne connaît pas précisément le montant d'argent impliqué dans le microcrédit, mais selon Rodolphe de Koninck, on parle ici de plusieurs centaines de millions de dollars. Sans compter que le microcrédit est plus répandu qu'on ne le croit. « Plus de 3000 institutions dans le monde sont actives dans le domaine du microcrédit. »

Microfinance

Si le microcrédit demeure l'instrument de base, son succès, selon Anne Gaboury, entraîne de nouveaux besoins. C'est ici qu'entre en jeu la microfinance. « La microfinance, dit-elle, c'est d'offrir, en plus du crédit, d'autres services financiers, telles l'assurance et l'épargne. » La personne peut donc assurer le vélo qu'elle a acheté grâce au microcrédit.

L'épargne est un élément important. « Il est faux de croire que les pauvres n'épargnent pas, dit-elle. Ils possèdent souvent des bijoux ou des objets de valeur qui servent lors d'imprévus. Nous devons les amener à comprendre que déposer leurs épargnes est plus profitable. »

Un défi de taille puisque que près de 80 % des personnes vivant dans les pays en développement n'ont pas accès à des services financiers, soit parce qu'ils n'existent tout simplement pas, soit parce que les conditions d'entrée sont trop élevées. Une situation que Développement international Desjardins cherche à corriger en travaillant de concert avec les institutions locales afin de mettre en place des réseaux financiers à l'intention des plus pauvres.

Les retombées du microcrédit ainsi que de la microfinance n'afectent pas seulement les individus en les aidant à se sortir de la pauvreté. Elles rejaillissent aussi sur la communauté. L'éducation est l'une des grandes bénéficiaires de la microfinance. En effet, les profits réalisés grâce au microcrédit ainsi que l'épargne servent très souvent à payer l'éducation des enfants, et en particulier celle des filles. « Par exemple, explique Anne Gaboury, plus de 50 % des prêts dits à la consommation servent à payer l'éducation. » Les enquêtes ont aussi démontré une importante augmentation de la scolarisation dans les communautés qui ont accès à la microfinance.

Selon Mme Gaboury, un des principaux défis en microfinance dans les années à venir est d'assurer la permanence du système. « Il faut donc organiser le système et faire en sorte qu'il soit professionnel. Aussi la microfinance est-il un secteur financier qui mériterait d'être régulé. »

Selon Rodolphe de Koninck, un autre défi est d'intéresser au microcrédit et à la microfinance les grandes banques à charte des pays en développement. Il croit qu'une percée de ce côté est possible. « Récemment, un des directeurs de la Bank of India s'est engagé à promouvoir le microcrédit auprès de ses pairs. Il faut que les banques à charte comprennent qu'on peut faire des transactions bancaires avec les pauvres et qu'elles peuvent aussi être rentables. »



La pandémie du VIH/sida souffle littéralement sur l'Afrique depuis deux décennies déjà, faisant des millions d'orphelins.

SANTÉ

Quand l'Afrique se meurt

« On est tous citoyens d'un même monde »

Pauvreté extrême. Pandémie de VIH et de sida. Guerres civiles. Observé sous cet angle, il y a autant de raisons de croire que l'Afrique se meurt. Toutefois, sous ces maux se profile une panoplie d'actions qui ont pour objectif de contribuer au mieux-être du continent. L'université de Montréal et l'université de Ouagadougou ont d'ailleurs mis sur pied un programme de formation visant l'amélioration de la santé publique de la région francophone subsaharienne. Portrait d'une intervention universitaire.

ULYSSE BERGERON

Le programme universitaire élaboré par l'UdeM et l'université de Ouagadougou, au Burkina Faso, est ambitieux. Il vise à renforcer les compétences en intervention et le leadership local en Afrique subsaharienne. Afin d'améliorer les politiques démographiques et sanitaires de cette région du globe, le programme s'appuie sur la formation de spécialistes dans le secteur de la santé publique. « On a décidé de s'attaquer aux problèmes de la région en comblant la carence qui existe dans les ressources humaines. En ce sens, il s'agit avant tout d'un projet de formation », résume le directeur du programme et professeur au département de démographie de l'université de Montréal, Victor Piché.

La maîtrise proposée offrirait à des médecins, des infirmiers ou des sages-femmes la possibilité d'acquérir des connaissances qui leur seraient d'une utilité évidente pour affronter les nombreux défis. Car force est d'admettre que les défis sont actuellement de taille. « Tout ça est bien complexe, plusieurs facteurs entrent en ligne de compte », estime le professeur, qui est présent en Afrique depuis plus de 30 ans. Il y a, entre autres, la pandémie du VIH/sida qui souffle littéralement sur l'Afrique depuis deux décennies déjà. Le dernier rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) rappelait qu'en 2003, le continent africain, qui ne représente que 11 % de la population mondiale, abritait les deux tiers de toutes les personnes atteintes par le virus; ce qui signifie qu'un Africain adulte sur 12 en est atteint. Cela n'est pas sans causer de difficultés dans le secteur de la santé reproductive. « Les gens désirent avoir des enfants. Ils veulent en avoir le nombre qu'ils désirent et ils le veulent dans les meilleures conditions possibles. C'est ce qu'on souhaite pouvoir leur offrir. »

Selon M. Piché, la formation de spécialistes dans le secteur de la santé publique permettrait d'échafauder les structures nécessaires à l'analyse, voire à l'amélioration des politiques démographiques et sanitaires qui prévalent. Car s'il existe bel et bien des systèmes de santé, plusieurs d'entre eux se trouvent dans un piteux état. Toutefois, Victor Piché reste optimiste et croit que la volonté d'améliorer la situation est réelle. À ce sujet, il soutient que « quand vient le temps d'améliorer la santé, c'est universel. Tous mettent la main à la pâte. »

« Mon espoir réside dans le fait que, à niveau de développement égal, il y a des pays qui réussissent beaucoup mieux que d'autres. Et quand on regarde le pourquoi de ces différences, on se rend compte que ce sont des pays qui mobilisent leurs ressources pour l'éducation », indique le professeur. Il déplore particulièrement l'investissement massif de certains pays d'Afrique dans l'armement destiné aux guerres régionales: « Qu'on ne vienne pas me dire qu'il n'y a pas de ressources financières; quand c'est le temps d'acheter des armes, on en trouve. »

Le programme dont s'occupe conjointement le département de démographie, la faculté de médecine de l'UdeM et l'université de Ouagadougou a nécessité une contribution de 11,7 M\$US (soit 16 M\$CAN) de la Fondation Bill & Melinda Gates. L'équipe canadienne et africaine soutient que cette somme devrait permettre au programme de former environ 135 spécialistes d'ici la fin du projet qui s'échelonne sur 10 ans. Mis en place il y a deux ans, le programme accueillera ses premiers étudiants en septembre prochain.

Mais que doit-on espérer d'un tel programme? Outre la formation de spécialistes, Victor Piché soutient que ce projet pourrait entraîner dans son sillon la création d'autres programmes de ce type. « En fait, ce qu'on essaie de faire, nous, à Ouagadougou, c'est de créer un programme de très haut niveau qui va être compétitif sur le plan régional. On veut montrer qu'une telle réalisation est possible en Afrique. Et on veut que ce soit un phare et que ça serve d'exemple pour d'autres programmes de formation », explique-t-il. Donc, l'objectif fixé en est bel et bien un de leadership.

En ce sens — et le directeur ne s'en cache pas — le programme s'inscrit dans les paramètres mis en place il y a 10 ans lors de la signature du consensus du Caire. Ce plan, auquel participent 179 pays, dont le Canada, vise des objectifs précis en matière de mortalité infantile et maternelle, d'éducation, de santé de la reproduction, de planification familiale.

Toutefois, rappelle le professeur, « aucun pays n'a encore atteint le pourcentage d'investissement promis lors de l'élaboration du consensus ». À ce sujet, il ajoute d'un trait qu'il « est inacceptable que des enfants meurent encore en Afrique quand on a les moyens de les sauver; c'est inacceptable que la mortalité maternelle soit aussi élevée. Et pourquoi on devrait s'en préoccuper au Québec? Je maintiens simplement, pour ma part, qu'on est tous citoyens d'un même monde. »

Problèmes régionaux

L'idée d'un tel projet découle d'une série de constatations portant sur certaines réalités qui stigmatisent la région subsaharienne. « Il y a plusieurs problèmes liés à la santé et aux phénomènes de population qui sont, entre autres, marqués par une forte mortalité maternelle, infantile et juvénile », souligne M. Piché. Ces problèmes ont, au cours des der-

World Vision
Vision Mondiale

UN GESTE HUMAIN VAUT MILLE MERCIS.

GRÂCE À VOTRE GÉNÉROSITÉ, NOUS POUVONS LES AIDER À RECONSTRUIRE LEUR VIE. AIDER D'AUTRES ÊTRES HUMAINS À PRÉSERVER LEUR HUMANITÉ. C'EST CE QUE VOUS NOUS AVEZ PERMIS DE FAIRE ALORS QUE LE TSUNAMI FRAPPAIT LE SUD DE L'ASIE. DE TELS GESTES SONT IMPORTANTS. MAIS IL RESTE BEAUCOUP À FAIRE. ALORS, TOUT COMME LA VIE CONTINUE, S'IL VOUS PLAÎT, CONTINUEZ DE CONTRIBUER À LA SUITE DU MONDE. WWW.VISIONMONDIALE.CA



COOPÉRATION
INTERNATIONALE
DÉVELOPPEMENT

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable: NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

• COOPÉRATION INTERNATIONALE •

AQOCI

La force d'un réseau intercontinental

« Chaque citoyen doit faire son bout de chemin »

La conjoncture géopolitique mondiale, doublée des visées bellicistes des faucons de la Maison-Blanche, pousse l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) à agir sur tous les fronts à l'échelle planétaire et humaine.

THIERRY HAROUN

« Le seul fait de regrouper 53 organismes sous un même toit nous permet de mettre en commun des analyses de fond et des politiques qui touchent différents enjeux à l'échelle internationale », soutient Marco Labrie, vice-président du conseil d'administration de l'AQOCI et directeur général du Carrefour de solidarité internationale (CSI), lequel regroupe à lui seul une trentaine d'organismes estriens.

L'AQOCI, dont le mandat consiste pour l'essentiel à promouvoir et à soutenir le travail et les initiatives de ses adhérents au profit d'une solidarité internationale, compte parmi ses membres le réseau Alternatives, l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires, Care Canada, le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine, Développement et Paix, Equiterre, la Fondation Paul Gérin-Lajoie, Jeunesse Canada Monde, Médecins du monde et Oxfam-Québec, pour ne nommer que ceux-là.

Formation et régions

L'AQOCI offre également à ses membres la possibilité de participer à des programmes de formation, et ce avec l'appui du Service des collectivités de l'UQAM et de l'Agence canadienne de développement international. « Les sessions de formation concernent notamment les enjeux sociopolitiques du Moyen-Orient ou encore ceux de l'Afrique. Des formations qui visent à sensibiliser nos membres concernant des actions concrètes à venir dans les territoires visés, et à permettre ainsi de renforcer leurs capacités d'intervention étant donné que les enjeux sont vastes », voire complexes, explique M. Labrie.

« Il faut voir l'AQOCI comme un réseau », laisse-t-il entendre. Et la force d'un tel réseau implanté à l'échelle du Québec permet à chaque citoyen vivant en région de devenir une composante active sur l'échiquier mondial. « Je pense notamment à la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean avec son Centre de solidarité internationale à Alma, au Comité de solidarité du Tiers-Monde de Trois-Rivières et au Comité de solidarité Nord-Sud des Bois-Francs. Ainsi, nos gens en région peuvent, à l'instar de ceux des grands centres, profiter de certains programmes tels que Québec sans frontières, laquelle plateforme donne aux jeunes l'occasion de vivre une expérience de solidarité dans les pays du Sud, que ce soit en Afrique ou en Amérique latine. »

Québec sans frontières est un programme de stages en solidarité internationale, coiffé par le ministère des



La «solidarité citoyenne», un principe si cher à l'AQOCI, ne va pas sans actions concrètes in situ. Comme par exemple la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui profite de son fameux Tour du lac pour venir en aide à des projets au Burkina Faso.

Relations internationales du Québec, destiné aux jeunes âgés de 18 à 35 ans. Les stages et les projets à l'étranger sont organisés et encadrés par une vingtaine d'organismes membres de l'AQOCI. Plus de 400 jeunes ont pu profiter de ce programme au cours de la dernière année.

Un Québec solidaire

L'AQOCI met en branle au mois de novembre, sur une base annuelle, les Journées québécoises de la solidarité internationale, lors desquelles le grand public est invité à participer à une foule d'activités: conférences, expositions, soirées de poésie, projections cinématographiques, etc., qui se déploient sur tout le territoire. Le thème de l'année 2003 a porté sur l'eau, un droit humain à défendre. A bon entendeur... « Et le thème de notre toute dernière campagne [la huitième] portait sur le militarisme comme frein au développement. » En fait, c'est une sorte de blitz de sensibilisation à travers les régions. D'ailleurs, les jeunes des écoles secondaires ont pu participer à l'activité Solida-

rité en herbe, un match amical bien sûr, traitant du thème de la campagne.

La «solidarité citoyenne», un principe si cher à l'AQOCI, ne va pas sans actions concrètes in situ, selon Marco Labrie. « Par exemple, chez nous au CSI, nous avons tissé des liens de solidarité entre le village de Saint-Camille [en Estrie] et une fédération paysanne du Mali. Je peux également mentionner l'exemple de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui profite de son fameux Tour du lac pour venir en aide à des projets au Burkina Faso. »

Le CSI a été le premier organisme « à commercialiser les produits dérivés du karité [arbre qui croît en Afrique équatoriale], soit en important du beurre de karité dans une perspective de commerce équitable, à des fins notamment de transformation en savon ou en baume pour la peau destinés au marché d'ici. Et les profits générés par ce commerce sont réinvestis dans des projets de développement au profit des femmes qui nous fournissent la matière première. D'autant que le prix que nous leur payons pour le beurre est quatre fois supérieur au prix qu'elles obtiendraient sur leurs marchés respectifs en Afrique. »

Place aux femmes

À la lumière des réflexions suscitées par différents forums au terme de la décennie consacrée aux femmes, un groupe de femmes issues du milieu de la coopération internationale et des groupes communautaires du Québec a mis sur pied, en mai 1984, le Comité québécois femmes et développement (CQFD), appuyé par l'AQOCI.

Le CQFD regroupe une quarantaine de personnes, dont la moitié est issue d'organismes membres de l'AQOCI, l'autre provenant de divers milieux: universitaire, syndical et communautaire. « Les problèmes auxquels sont confrontées les femmes dans le monde se trouvent souvent dans les relations qu'elles entretiennent avec les hommes », souligne M. Labrie. En clair, les démarches qu'entreprennent les membres de l'AQOCI doivent, en quelque sorte, prendre en compte le rôle de la femme dans les projets de développement au sein de leurs communautés avec la collaboration des ONG autochtones, et ce « en fonction du rapport homme-femme ». L'objectif principal des actions menées étant de « renforcer le pouvoir économique et politique des femmes », ce qui n'est pas toujours « facile à faire, il est vrai ».

Pont Nord-Sud

Mise en contexte mondiale: 1,2 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable; plus de 840 millions d'adultes sont toujours analphabètes, dont 538 millions sont des femmes; 93 % des quelque 23 millions de personnes contaminées par le virus du sida vivent dans les pays dits en voie de développement; on dénombre plus de 110 millions de mines anti-personnel dans 68 pays, et le patrimoine net des 10 milliards les plus riches est estimé à 133 milliards de dollars, soit 1,5 fois le revenu total de certains pays. Des constats peut-être connus, mais qu'il est bon de rappeler à notre souvenir de temps à autre.

« De toute évidence, il y a une lutte que nous devons poursuivre, et à laquelle adhèrent de plus en plus de gens issus des mouvements altermondialistes, en raison des politiques [monétaristes] de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui vont à contresens des droits humains. Par exemple, poursuit M. Labrie, les politiques de ces grandes institutions imposent des conditions à l'aide apportée. Autrement dit, on octroie des millions de dollars sous condition de privatiser l'industrie du coton en Afrique, par exemple. Il y a donc un double discours: celui prônant l'ouverture des marchés des pays du Sud, alors qu'au Nord on continue à subventionner largement les industries », se déssole-t-il.

Considérant un tel comportement, auquel s'ajoutent les mobiles impérialistes de Washington, l'AQOCI recommande au gouvernement canadien de « se doter d'une véritable politique étrangère qui serait autonome et distincte de celle de nos voisins américains », tient à dire M. Labrie. A plus petite échelle, dit-il, « chaque citoyen doit faire son bout de chemin » pour maintenir la paix dans le monde.

LEADER EN COOPÉRATION INTERNATIONALE

La mondialisation pose de nouveaux défis politiques, technologiques, environnementaux ainsi qu'en santé.

Bien ancré chez-nous, solidaire partout, le réseau de l'Université du Québec mise sur l'éducation et la coopération pour améliorer le sort de l'humanité.

LE RÉSEAU DU SAVOIR

Université du Québec à Montréal
 Université du Québec à Trois-Rivières
 Université du Québec à Chicoutimi
 Université du Québec à Rimouski
 Université du Québec en Outaouais
 Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
 Institut national de la recherche scientifique
 École nationale d'administration publique
 École de technologie supérieure
 Télé-université

L'intelligence est partout
Université du Québec
 www.uqbec.ca

Collection
**Pratiques et politiques
 sociales et économiques**

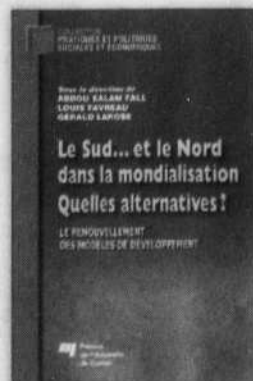
Une autre mondialisation est-elle possible ?

Les nouveaux enjeux et les nouvelles stratégies de développement en ce début de XXI^e siècle

Sous la direction de Louis Favreau, Gérald Larose et Abdou Salam Fall



39\$



39\$



39\$

**Presses
 de l'Université
 du Québec**

Téléphone :
418.831.7474
 Sans frais :
1 800 859.7474

www.PUQ.ca

Société
 de développement
 des entreprises
 culturelles
Québec

• COOPÉRATION INTERNATIONALE •

HAÏTI

L'urgence, un état permanent

À quatre heures de vol de Montréal se trouve le pays le plus pauvre du continent américain. Ramené sur la scène publique par le cyclone Jeanne, Haïti a bénéficié d'une mobilisation sans précédent. L'aide humanitaire a été enclenchée avec célérité, il fallait sauver des vies. Mais qu'en est-il aujourd'hui? Michel Verret, directeur des programmes à Oxfam-Québec, une organisation non gouvernementale (ONG), fait le point sur une situation encore désastreuse à bien des égards.

ESTELLE ZEHLER

Emmurée dans le silence, l'indifférence et la méconnaissance, la situation des Haïtiens ne suscitait que peu d'intérêt. Pour beaucoup, «Papa et Baby Doc» n'étaient que des quidams pouvant tout aussi bien personnifier des héros de bande dessinée que des chanteurs. Il aura fallu une catastrophe à l'échelle de la tempête tropicale Jeanne, le 17 septembre 2004, pour réveiller l'intérêt public.

Ce pays, logé au sein des Amériques, se distingue depuis de nombreuses années par une paupérisation galopante. Pauvreté, malnutrition, insécurité, inflation, instabilité politique, institutions déliquiscentes et injustice sociale mènent le cortège. Les Nations unies estiment que, entre 2002 et 2004, déjà 52 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté. Deux habitants sur trois vivent avec moins de 56 \$ par mois à Port-au-Prince. Il est alors aisé d'imaginer les conséquences dramatiques du déchaînement des éléments naturels pour des personnes dont la situation était déjà largement hypothéquée et qui s'en trouvaient donc beaucoup plus vulnérables.

Urgence et développement

Du fait du lourd passif du pays, Oxfam-Québec n'a pas attendu les événements de 2004 pour apporter son support aux Haïtiens. Michel Verret est un homme d'expérience. Cet acteur de la coopération internationale a déjà vécu de nombreuses crises, dont la sécheresse sahélienne de 1973. Haïti, il connaît. Il faut dire que l'organisme y est présent depuis une trentaine d'années par le biais notamment de programmes d'agroforesterie dans la

région de Nippes. Ceux-ci consistent en une intégration de la culture et du reboisement dans l'exploitation des terres. «Ils permettent par conséquent d'assurer non seulement une sécurité alimentaire, mais également une retenue des sols, tout en générant le bois nécessaire au chauffage et à la construction.»

D'autres projets, liés par exemple à des aspects sanitaires et de santé, ont également été menés, consolidant des hôpitaux et des dispensaires en place. Un fait relie l'ensemble des actions conduites: toutes sont indéfectiblement orientées vers le développement local.

Ces initiatives répondent, en effet, à une vision élargie. «L'aide humanitaire est définitivement le chemin qui mène du secours d'urgence au développement, à la prise en charge de l'action par la population.» L'assistance d'urgence est aisée à déterminer: course contre le temps, elle s'inscrit dans l'immédiateté.

Les processus initiés doivent se poursuivre en alternant la réhabilitation, la reconstruction, le développement et la prévention. Il faut en outre intégrer les populations locales dans l'entreprise. «Cela est vital. Tout ce qui est fait doit être réfléchi avec les gens et par les gens de la région concernée.» De cette implication dans l'action résulte un phénomène d'appropriation dont les conséquences sont notables. Ainsi, lors des troubles qui ont entouré le départ du président Aristide, alors que de violentes émeutes secouaient le pays, les habitants de Nippes, quelle que soit leur allégeance, n'ont pas pillé et vandalisé les cultures liées au programme d'agroforesterie. Non seulement, le secours d'urgence est facilité par les projets de développement préalablement établis mais, à son tour, il relance les initiatives durables. L'ef-

ficiance de l'aide humanitaire s'appuie sur un binôme indissociable: urgence et développement.

Reconstruire sans attendre

Oxfam-Québec a recueilli après le passage de Jeanne pas moins de 1 650 000 \$ dont 1,1 million ont été donnés par la population québécoise. «Haïti a suscité une mobilisation sans précédent.» Des fonds rassemblés par l'ONG, un million a déjà été dépensé pour des interventions d'urgence concernant l'eau, l'assainissement et l'agriculture d'urgence. Ainsi, de l'eau et du matériel d'hygiène ont été distribués, des stations de pompage et de purification installées. Toutefois, les organismes en présence ne décident pas unilatéralement de leurs actes. «L'aide humanitaire ne s'improvise pas.»

Les bailleurs de la solidarité internationale sont coordonnés par des comités assumés par les Nations unies. Ces comités s'appuient sur l'expérience des ONG et les orientent selon leurs forces, leur connaissance du terrain, les réseaux qu'ils ont préétablis avec des partenaires locaux et des groupes communautaires. «Il est nécessaire de s'assurer que l'on ne fasse pas plus de tort que de bien dans la façon d'apporter ou de contribuer à l'aide entreprise.»

L'urgence est cependant toujours de mise. «Pour moi, indique Michel Verret, la reconstruction, c'est de l'urgence à Haïti. On peut dire que les résultats concrets et stables nécessiteront 10 ans, mais on ne peut pas attendre 10 ans pour agir.» Si la situation peut maintenant être considérée comme étant de «post-urgence», les ravages des événements de 2004 sont encore présents. La priorité est encore à la réparation des dégâts causés par l'ouragan Jeanne.

Mais il est également temps, d'ores et déjà, de prévoir l'avenir, d'entreprendre des actions de prévention afin de juguler le potentiel destructeur des soubresauts violents que la nature pourrait infliger. Cela consiste donc à défendre et restaurer les sols, reboiser, mais également s'assurer du fonctionnement et de l'efficacité des systèmes d'éducation et de santé. Selon l'UNICEF, en 1998, moins de 39 % des enfants de moins de un an étaient vaccinés contre la poliomyélite, carence qui a engendré une réapparition de la maladie. Une forte mortalité infantile, 111 pour 1000 naissances, sévit. La moitié de la population seulement a accès à l'eau potable. Les sans-abri sont encore légion.

L'aide humanitaire a donc encore fort à accomplir à Haïti. Le mot d'ordre reste à la mobilisation et à l'action. «Il est important désormais de maintenir la mobilisation, notamment auprès de la diaspora haïtienne du Canada et des États-Unis. Celle du gouvernement canadien me semble persévérer, à la lumière des discours du premier ministre.» L'impitabilité des actions menées et la transparence en sont les conditions sine qua non.

L'adrénaline de l'urgence passe, les populations retombent dans l'anonymat. Aussi importe-t-il d'informer le public sur ce qui a été accompli grâce à sa générosité et ce qui reste à entreprendre car l'urgence, elle, est encore d'actualité.

Actions syndicales

Exporter le modèle québécois «Pas question de maraudage ou de guerre syndicale» à l'international

Les trois grandes centrales syndicales du Québec s'affairent encore davantage sur la scène internationale dans le courant actuel de la mondialisation. Celles-ci conduisent des projets principalement axés sur l'évolution et l'enrichissement réciproques de la vie syndicale, d'un continent à l'autre et dans plusieurs pays.

RÉGINALD HARVEY

La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), au-delà de leurs intérêts divergents dans certains dossiers locaux, partagent un même esprit de solidarité et une volonté commune d'action en matière de coopération internationale.

Une CSN structurante

Responsable des relations internationales à titre d'adjoint au comité exécutif de la Confédération des syndicats nationaux, Jacques Létourneau assistait au 5^e Forum social de Porto Alegre, où il a été rejoint. «Un certain nombre de syndicats investissent des sous dans un fonds humanitaire appelé «Alliance Tiers-Monde», qui sert à financer des projets; on parle d'Haïti, du tsunami ou de cuisines collectives dans des quartiers populaires en Argentine. Un débat a actuellement lieu à la CSN pour relancer ce fonds et en rehausser la contribution et le financement.» Il existe aussi une collaboration avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI): «Il s'agit là de projets structurants, d'organisation syndicale à organisation syndicale. La très grande majorité des projets que nous avons appuyés et financés avec l'ACDI sont de nature syndicale. Par exemple, au Brésil, on a collaboré avec le mouvement des femmes et, au Chili, on a travaillé à des échanges d'expertise dans les deux sens.»

En outre, la Centrale a mis en place une ONG à laquelle elle participe grâce à l'apport de ses outils collectifs tels Bâti-Rente, le Fonds d'action et la Caisse d'économie des travailleurs. «C'est pour intervenir essentiellement sur les questions du financement responsable et des fonds des travailleurs. Ce projet n'est pas mené à terme mais il est en train de se développer, notamment avec le Brésil.» La CSN est de plus affiliée à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et elle se sert de cette tribune pour débattre de sujets comme la mondialisation, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), etc.

Une FTQ militante

La FTQ est résolument engagée dans le syndicalisme international depuis maintenant 15 ans à la suite d'une entente avec le Congrès du travail du Canada, qui lui a délégué des responsabilités statutaires à ce chapitre. André Leclerc, directeur de la solidarité internationale à la Centrale, rapporte: «Notre engagement plus formel remonte à cette époque et nous avons alors concentré notre action surtout dans les pays d'Afrique francophone et du côté d'Haïti.» À l'image de la structure syndicale fortement décentralisée de la Fédération, l'international mobilise peu de personnel à la Centrale même: «La solidarité internationale se résume officiellement à une personne, mais on a mis sur pied un comité qui regroupe en la matière des représentants de différents syndicats affiliés. On essaie de plus en plus de travailler ensemble et en coordination, de bâtir des projets communs ou en partenariat.»

Il n'est pas question de rivaliser avec les organisations non gouvernementales (ONG) pour réaliser

des projets de plus ou moins grande taille, et l'approche syndicale est constamment privilégiée: «Nos partenaires sont toujours des syndicats des pays en voie de développement auxquels on propose du soutien.» La FTQ s'est ainsi jointe aux responsables de l'éducation ouvrière en Afrique pour centrer les objectifs de l'éducation syndicale sur les militants eux-mêmes, par rapport à des changements sociaux et politiques qui commandaient un tel virage. Dans ce but, le mouvement s'est servi du modèle de formation qu'il a développé au cours des 30 dernières années. «On a des équipes de formateurs qui sont composées de travailleurs de la base. C'est assez unique dans le mouvement syndical et on connaît plusieurs syndicats européens qui ne possèdent pas de telles traditions.» Les militants africains se sont familiarisés depuis plus de dix ans avec ces méthodes, qui ont été adaptées à leur réalité.

Chaque fois que surviennent des catastrophes humanitaires semblables à celles qui se sont produites récemment en Haïti et dans l'Asie du Sud-Est, la Centrale mobilise ses syndicats affiliés.

Une CSQ syndicale

La CSQ axe la majeure partie de son action à l'échelle mondiale sur l'aspect syndical: «Compte tenu des moyens limités dont nous disposons dans ce secteur, laisse savoir Alain Pelissier, secrétaire-trésorier du conseil exécutif et porte-parole politique, l'approche que nous privilégions est une de renforcement des capacités d'intervention des syndicats avec lesquels nous coopérons, ce qui ne nous empêche pas de contribuer à l'occasion à des campagnes humanitaires. Mais quand on parle de coopération dans le but d'obtenir des effets durables et à long terme, notre façon de faire consiste à passer par nos vis-à-vis, qui sont dans des pays généralement en voie de développement.»

La clientèle de ce grand syndicat influence aussi sur la nature des projets qu'il conduit: «On cible les enfants et le grand public en général, compte tenu que les membres de la CSQ travaillent à 99,9 % auprès du public, soit dans les écoles, les établissements de santé, les services sociaux, les garderies et tout cela. Quand on élabore des projets de coopération, on veut rejoindre les syndicats et ces gens-là.»

Pour répondre à ses aspirations sur le plan international, la Centrale dispose financièrement d'un fonds de solidarité destiné à soutenir des projets de coopération dans un environnement plus rapproché. Un autre fonds, à plus longue portée géographique, a été mis sur pied en collaboration avec Oxfam-Québec. «Actuellement, on en a deux en chantier, un en Palestine et l'autre au Niger. D'autres seront développés au fur et à mesure que les levées de fonds appropriées suivront.» De plus, la CSQ réalise des projets spécifiques de coopération avec d'autres organisations syndicales, comme celles de la France, par le biais d'un réseau créé il y a 15 ans et qui s'appelle le Comité syndical francophone d'éducation et de formation (CSFEF); leurs interventions se déroulent en Haïti et dans des pays de l'Afrique francophone. Depuis plusieurs années, la Centrale vit une expérience particulière au Vietnam. Sur le plan des ressources humaines, une personne travaille à temps plein sur le dossier de l'international à la CSQ. D'autres coopérants bénévoles l'appuient dans sa tâche.

La Centrale ne dispose pas de fonds spécifiquement orientés vers l'aide humanitaire en cas de catastrophes naturelles. «On travaille alors avec Oxfam-Québec et les autres centrales. Dans de telles situations, il n'est pas question de maraudage ou de guerre syndicale.» Les 258 syndicats affiliés, qui sont autonomes, sont alors invités et incités à faire leur part et à suivre le chemin tracé par l'organisation centrale.

Chacune des trois grandes centrales a développé sa propre approche

École internationale de langues

Session de 4 semaines le jour ou 7 semaines le soir

Conversation et grammaire : Anglais, Français, Espagnol, Italien, Portugais

- Anglais des affaires
- Cours de préparation à TOEIC (Test of English for International communication)
- Cours de préparation à TOEFL (Test of English as a foreign Language)
- Test de Français International (T.F.I.)

Session : 28 fév. > jour
28 mars > jour
7 mars > soir

6 à 15 élèves par classe / 6 niveaux, de débutant à avancé
Test de niveaux : les mercredis de 12 h 30 à 18 h

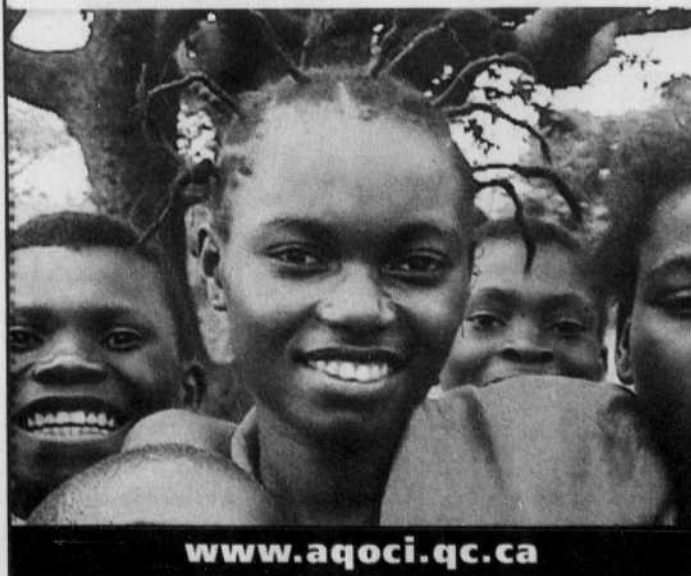
1440, rue Stanley Peel

www.ycamontreal.qc.ca/langues Renseignements 849-8393, poste 709

Association québécoise des organismes de coopération internationale

AQOCI

Les 53 organismes de coopération et de solidarité internationale membres de l'AQOCI travaillent à la construction d'un monde de paix, de justice et de respect des droits humains.



www.aqoci.qc.ca

L'AGENDA

L'horaire télé, le guide de vos soirées

Gratuit dans le samedi

LE DEVOIR

Université de Montréal

Unité de santé internationale

Sa mission est de contribuer à l'amélioration de la santé des populations des pays en développement et en transition en renforçant les capacités des individus, des collectivités et des organisations. Les actions menées à ce titre utilisent une approche partenariale et se situent dans les domaines de l'analyse des politiques, des services et des problèmes de santé. Les programmes de partenariats combinent la formation, la recherche et l'appui direct.

Voici quelques exemples des principaux partenariats universitaires en cours :

- En Afrique sub saharienne, le Programme " Leadership en population et santé " réalisé avec l'Université de Ouagadougou et plusieurs autres institutions africaines (Bénin, Côte d'Ivoire, Togo, Sénégal, Cameroun) vise principalement à y établir un programme de formation en Analyses des politiques de population et de santé.
- Sous l'égide du Collège des Amériques de l'Organisation Universitaire Interaméricaine, ce partenariat avec des universités centro et latino américaines (Brésil, Nicaragua, Costa Rica, Pérou), vise à développer des modules de formation en analyse des déterminants de la santé.
- En Uruguay (Universidad de la Republica) et en Haïti (Université Nationale), les programmes visent à former des gestionnaires de la santé et des hôpitaux.
- Dans le domaine plus exclusivement de la recherche, des programmes d'analyse des politiques de santé (assurances santé, vaccination, accès aux soins) sont en œuvre en Inde avec Centre for Development Studies (Kerala) et avec un réseau de chercheurs et d'organisations non gouvernementales en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Mali, Sénégal et Côte d'Ivoire) où un programme de recherche en nutrition est également en cours.

Vous êtes formidables...

...pour le tsunami et Haïti, merci de votre générosité!

Pour faire un don:

1 877 937-1614

(sans frais)

www.oxfam.qc.ca

Par chèque à Oxfam-Québec

2330, rue Notre-Dame O.

Bureau 200

Montréal (Qc) H3J 2Y2



Oxfam Québec

Unis contre la pauvreté dans le monde

• COOPÉRATION INTERNATIONALE •

Relations internationales

ACDI

Faute de leadership, Québec stagne

La discrétion du ministère des Relations internationales est critiquée

Québec se targue de posséder des délégations et des bureaux de représentation à travers le monde, de participer aux sommets de la Francophonie et d'être la seule province canadienne à s'être dotée d'un ministère des Relations internationales. Au-delà de ces acquis, la présence du Québec sur la scène internationale stagne et recule même dans certains cas.

JEAN-GUILLAUME DUMONT

«Ce qui est de compétence québécoise chez nous est de compétence québécoise partout.» Cette doctrine formulée par le premier ministre Jean Charest le 8 novembre dernier place la barre très haut pour le ministère des Relations internationales (MRI) qui devra se démenier pour atteindre cet objectif. Pourtant, il se fait discret, tant à l'étranger que lors des négociations avec Ottawa, afin que le Québec puisse, au moins, avoir sa propre voix dans les délégations canadiennes. Ce manque de leadership compromet, selon plusieurs, la défense des intérêts québécois.

Normalement, le MRI dirige et coordonne tous les dossiers concernant les relations internationales. Or, son action tend à être marginalisée au profit d'un système où chaque ministère sectoriel se charge de défendre les intérêts internationaux du Québec. Les organismes de coopération interprovinciale, comme le Conseil des ministres de l'éducation du Canada (CMEC), déterminent la position du gouvernement canadien lors de rencontres internationales qui portent sur les champs de compétence des provinces.

«Comme on le constate, le MRI est totalement contourné par ce système intergouvernemental», explique Stéphane Paquin, adjoint au titulaire de la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec. «Cet exemple peut également être étendu aux questions de santé, de transport, de sécurité et de libéralisation des échanges. Dans tous ces cas, le MRI n'arrive plus réellement à coordonner les efforts du gouvernement du Québec», écrit-il dans une lettre publiée dans *Le Soleil* de Québec.

Sans voix au concert des nations

Depuis plus de 40 ans, les gouvernements québécois, tant souverainistes que fédéralistes, appuient la doctrine Gérin-Lajoie qui veut que le Québec puisse s'exprimer en son nom propre sur les tribunes internationales à propos de tout ce qui relève de ses compétences. Le modèle québécois en dépend, car il est directement affecté par les décisions prises dans les hautes sphères de négociation, comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Avec son statut de province, il est peu probable que le Québec obtienne un siège au sein de toutes les organisations internationales. «Je ne peux pas changer les règles d'admissibilité de ces organismes», rappelle la ministre des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay. A cela s'ajoutent les réticences du gouvernement du Canada à voir une paradiplomatie se développer et exprimer des positions divergentes.

Après d'âpres négociations, le Québec pourrait toutefois se faire entendre sur les tribunes internationales par le truchement du fédéral. Pareil accord demeure toutefois fragile. La ministre de la Culture et des Communications, Line Beauchamp, n'a d'ailleurs pas pu prendre la parole à la Conférence générale de l'UNESCO de 2003, alors qu'une entente avait été conclue en ce sens entre Québec et Ottawa.

En revanche, le gouvernement du Québec est devenu en 1971 l'un des membres de l'Organisation in-

ternationale de la Francophonie. Cette participation demeure toutefois l'exception qui confirme la règle.

Absences remarquées

À défaut de pouvoir s'exprimer dans les grandes organisations internationales, le MRI a développé un solide réseau de délégations et de bureaux de représentation à travers le monde. Il coordonne également les missions commerciales à l'étranger, ainsi que la participation du gouvernement à différents forums internationaux.

L'implication directe du MRI a cependant grandement diminué au profit des autres ministères. Ainsi, au dernier Forum économique mondial de Davos, seuls les représentants du ministère du Développement économique et régional et de la Recherche y participaient. «C'est complètement anormal! Quand on voit ce qui se passe à Davos, le MRI devrait toujours être là», estime le porte-parole de l'opposition officielle en matière de relations internationales, Daniel Turp.

Bien que le MRI ne soit pas physiquement présent au forum de Davos, rien n'échappe à son contrôle. «Quand les autres ministères interviennent sur une question qui touche à l'international, leur déclaration ou leur geste n'est jamais posé sans l'accord de mon ministère», affirme Monique Gagnon-Tremblay.

Le MRI ne s'est pas non plus joint au Forum social mondial de Porto Alegre. «C'est un forum de la société civile. Les gouvernements n'y sont pas invités. [De plus], nous n'avions pas les moyens de le payer», justifie Monique Gagnon-Tremblay. «C'est ridicule! Plein de gouvernements y étaient», rappelle Louise Beaudoin, qui y a participé à deux reprises quand elle était ministre des Relations internationales. «S'ils n'y vont pas, c'est parce qu'ils n'ont rien à dire là aussi», conclut-elle.

La discrétion du MRI est due à «une espèce d'abdication de leadership», croit Daniel Turp. Ce ministère n'a d'ailleurs pas obtenu le mandat de négocier un accord avec Ottawa pour que le Québec puisse avoir une voix dans les organisations internationales. Jean Charest a préféré le confier au ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, Benoît Pelletier. Cette décision envoie un «signal de faiblesse», estime Stéphane Paquin.

Dans ce dossier, «nous travaillons en étroite collaboration avec M. Pelletier et il ne prend aucune décision sans que mon ministère — ou moi — ne soit entendu», souligne Monique Gagnon-Tremblay. «On forme une équipe. Ce qui est important pour moi, c'est que le Québec ait sa place, ce n'est pas qui la défend», explique-t-elle.

Pour ne pas que le MRI soit marginalisé, «cela nécessite un effort considérable pour s'imposer tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement», assure Louise Beaudoin. «Ca prend une personnalité forte», ajoute Daniel Turp, car ce ministère possède très peu de moyens. Il fonctionne avec un peu moins de 100 millions de dollars par année, soit 0,002 % du budget du gouvernement.

«Le MRI n'est pas en mesure de défendre convenablement les intérêts du Québec dans les organisations internationales», estime Stéphane Paquin, qui suggère que ce ministère fusionne avec le secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes. «C'est le prix à payer pour avoir une plus grande cohérence gouvernementale en matière de politique internationale.»

Le MRI privilégie une autre voie. «Nous travaillons sur une nouvelle politique d'affaires internationales dans le but de mieux coordonner nos actions et d'avoir une pensée cohérente pour l'ensemble du gouvernement sur tous les sujets qui sont d'ordre international», annonce Monique Gagnon-Tremblay.

Sur ce sujet, à venir: «Les relations internationales du Québec depuis la doctrine Gérin-Lajoie 1965-2005», un colloque présenté à l'université Concordia et à l'UQAM du 16 au 18 mars prochain.



Monique Gagnon-Tremblay

Appuyer le développement durable

Chaque année, le gouvernement fédéral alloue trois milliards de dollars en aide dans plus de 150 pays qui représentent les quatre cinquièmes de la population du globe. Quarante-vingt pour cent de cette aide est distribuée par l'Agence canadienne de développement international, mieux connue sous l'appellation d'ACDI.

CLAUDE LAFLEUR

L'ACDI est chargée de planifier et de mettre en œuvre l'essentiel du programme canadien de coopération pour le développement. L'an dernier, elle a ainsi distribué pour 2,53 milliards de dollars en aide internationale.

Créée en 1968, cette agence a pour mandat d'appuyer «le développement durable en vue de réduire la pauvreté et de contribuer à un monde plus sûr, plus juste et plus prospère». Ce faisant, elle participe à la réalisation des trois grands objectifs de la politique étrangère du Canada, à savoir: la promotion de la prospérité, la protection de la sécurité canadienne et globale ainsi que le rayonnement des valeurs canadiennes.

«L'ACDI est l'agence principale — mais pas la seule — du gouvernement canadien en ce qui concerne notre aide au développement aux pays en voie de développement», explique l'un des dirigeants de l'ACDI. Nous sommes, en premier lieu, l'agent principal lorsque le gouvernement désire aider un pays confronté à une situation d'urgence, comme cela s'est produit récemment à la suite du tsunami qui a ravagé l'Asie, ou lors de la crise en Haïti, ou encore pour répondre aux problèmes du Darfour... Nous fournissons donc rapidement l'aide en termes financiers, en termes de nourriture, et pour combler certains besoins spécifiques, tels que les médicaments.»

En deuxième lieu, l'ACDI est l'agent principal du gouvernement fédéral dans l'élaboration des programmes d'aide au développement à moyen et à long terme. «On s'occupe donc de l'éventail des mesures d'aide et des activités, relate le représentant de l'ACDI, notamment en ce qui concerne la mise sur pied des institutions, l'améliora-

tion des conditions de vie des populations, ou pour assurer la disponibilité de l'eau, des médicaments ainsi que pour pourvoir aux besoins en santé et en éducation, etc.»

C'est ce genre de programmes à long terme que finance actuellement l'ACDI en Haïti ainsi que dans des pays comme le Sénégal et le Mozambique, des États qui ne subissent pas directement des crises majeures mais où persistent de sérieux problèmes de pauvreté. «L'ACDI se préoccupe alors de favoriser la croissance économique, indique-t-on. On ne parle donc plus ici de crises d'urgence, mais des problèmes de base.» Ainsi, l'aide fournie par l'ACDI en ce qui trait au domaine de la santé représente 20 % de son budget total, alors que le secteur de l'éducation compte pour 11 %.

En troisième lieu, l'ACDI représente les intérêts du Canada auprès de la multitude d'instances internationales qui se préoccupent des besoins à moyen et à long terme, tels que l'Organisation mondiale de la santé, les différentes agences des Nations unies, les banques de développement régional, etc.

En pratique, l'ACDI concentre ses activités dans les pays les plus pauvres de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine. Elle est en outre présente en Europe centrale et en Europe de l'Est, puisqu'elle s'est vu confier le mandat d'appuyer le développement de la démocratie et de la libéralisation économique.

De nouvelles façons d'aider

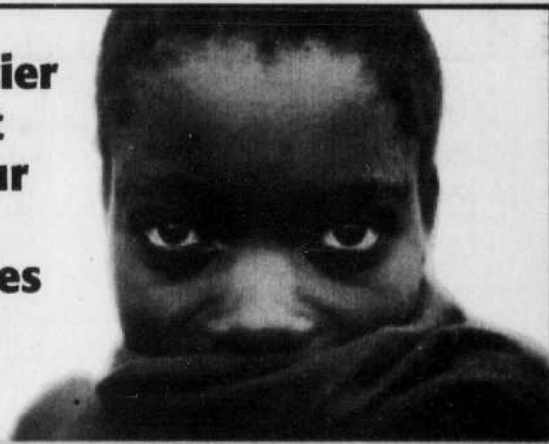
L'ACDI finance donc quantité de projets d'aide menés par des organismes non gouvernementaux qui, par exemple, opèrent des cliniques médicales ou des écoles, ou encore mènent à bien des pro-

grammes de formation ou de vaccination. Toutefois, la nature de l'aide apportée par l'agence canadienne a eu tendance à changer au cours des dernières années. «Au fil des années, l'approche de l'Agence, tout comme celle de nos homologues en Angleterre, en France, etc., a évolué. Si d'une part nous continuons de financer divers projets menés à bien par des ONG, nous tendons de plus en plus d'autre part à collaborer avec les gouvernements en place afin d'intervenir plus globalement. On cherche à améliorer l'efficacité des services rendus par ces gouvernements aux niveaux provincial ou national. Par exemple, on essaie d'améliorer leur système de santé, que ce soit à l'échelle régionale ou nationale.»

Lorsque l'ACDI se sent «suffisamment en confiance» envers un gouvernement, elle travaille de concert avec lui afin d'améliorer ses systèmes de planification et d'autres, comme ceux d'allocation de ressources. C'est le cas, notamment, en Éthiopie, un pays qui a subi d'affreuses périodes de sécheresse et de famine. «Or, au lieu de continuer de fournir une aide en nourriture dans une situation d'urgence, nous travaillons à présent pour essayer d'éviter que ne se reproduisent des situations d'urgence comme celles connues dans le passé. Concrètement, nous les aidons à améliorer leurs approches en termes de capacités, aux niveaux local et national, de produire leur propre nourriture, d'organiser leurs systèmes de distribution, de prévoir les sécheresses et de planifier l'allocation des ressources nécessaires.» En d'autres endroits, comme en Tanzanie, l'ACDI œuvre à améliorer le système national d'éducation et celui de la santé.

Par contre, dans des pays où les capacités de planification, de comptabilité et de transparence ne semblent pas aptes à soutenir un tel investissement, l'ACDI finance plutôt des projets traditionnels réalisés par des ONG canadiennes et locales. «C'était le cas en Haïti, où le gouvernement ne manifestait pas la capacité et la gouvernance nécessaires, donc nos partenaires n'étaient que les ONG en place.»

Nous voulons remercier tous les Québécois et Québécoises pour leur grande générosité envers les victimes des tsunamis en Asie du Sud Est.



Alternatives a encore besoin de vous pour mener à bien ses projets de reconstruction en Inde et en Indonésie, en collaboration avec ses partenaires locaux.

Malheureusement, nous voulons aussi vous rappeler que des millions de personnes dans plusieurs autres régions du monde vivent au quotidien des situations tout aussi tragiques. Et nous avons aussi besoin de votre générosité pour continuer à les aider :

- En Afrique, par exemple, au cours des deux prochains mois, plus d'individus mourront des suites du sida que de personnes ont péri lors des raz-de-marée du 26 décembre 2004. À travers le monde, plus de 3 millions de personnes mourront du VIH/sida au cours de 2005.
- La faim tue toutes les 4 secondes. Soit près de 8 millions de personnes par année. En 2005, certaines de ces victimes seront des rescapées des tsunamis.

- En date du 26 décembre 2005 les guerres, qui sévissent un peu partout sur la planète, auront fait beaucoup plus de morts, en une année, que ne l'ont fait les tsunamis.

S'il vous plaît, donnez de nouveau. Nous avons encore besoin de vous.

C'est l'occasion pour nous de faire la différence pour des millions d'enfants, de femmes et d'hommes en Asie du Sud Est comme ailleurs dans le monde.

S'il vous plaît, joignez-vous à Alternatives et faites parvenir votre don dès aujourd'hui. Vous pouvez aussi faire un don mensuel de 15 \$, soit l'équivalent de seulement 50¢ par jour.*

Vous faites partie de la solution. Appelez maintenant, sans frais au : 1.800.982.66.46. Ou faites votre don directement en ligne, en visitant notre site internet : www.alternatives.ca

* Pour cela, vous devez nous retourner le coupon avec vos coordonnées accompagné d'un chèque où vous aurez inscrit ANNULÉ dessus.

Nom : _____
Adresse : _____
Ville : _____
Code postal : _____
Voici mon don de : _____ \$ Chèque
 VISA MASTERCARD
N° de la carte : _____
Date d'expiration : _____

Alternatives
... pour un monde différent

ALTERNATIVES
3720, avenue du Parc, bureau 300
Montréal (Québec) H2X 2J1

www.alternatives.ca


L'international vous intéresse?

L'Université de Montréal offre un baccalauréat et une maîtrise en études internationales ainsi que des programmes qui comportent un important volet international dans les domaines suivants :

droit, économie, sociologie, démographie, histoire, géographie, anthropologie, science politique, urbanisme et santé.

Pour en savoir davantage sur ces programmes et sur les conditions d'admission, visitez le site www.futursetudiants.umontreal.ca.

Vous pouvez également consulter le site du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal au www.cerium.ca.

Université 
de Montréal

Le Québec au rendez-vous de l'action SOLIDAIRE



Le Québec contribue, à sa manière, à la recherche de solutions durables aux problèmes que rencontrent les pays démunis.

Une aide à la québécoise!

Pour concrétiser son engagement, le gouvernement du Québec s'est doté de divers outils, dont le Secrétariat à l'aide internationale. Relevant du ministère des Relations internationales, le Secrétariat concentre ses interventions en Afrique francophone, en Amérique latine et dans les Antilles. L'objectif est de répondre aux besoins de base des populations concernées dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'organisation sociale et communautaire. Une attention particulière est portée aux femmes et aux enfants.

En plus, le programme de stages Québec sans frontières (www.quebecsansfrontieres.com), coordonné en collaboration avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), offre aux jeunes Québécoises et Québécois l'occasion de vivre une expérience de solidarité internationale.

Le gouvernement du Québec appuie également les actions de sensibilisation du public aux enjeux du développement menées par les organismes de coopération internationale.

Parmi ceux-ci, Cyclo Nord-Sud organise des collectes de vélos au Québec pour ensuite les acheminer à des communautés d'Afrique, d'Amérique latine ou des Antilles. Par exemple, au **BURKINA FASO**, 1677 vélos contribuent à l'activité économique de la communauté de Koudougou et des villages environnants.

Depuis 1997, le Programme québécois de développement international a permis la réalisation de 387 projets dans 45 pays, en partenariat avec plus de 50 organismes de coopération du Québec. L'aide totale atteint 21,7 M\$.

AU BÉNIN, un appui financier accordé au projet de la Fondation Paul Gérin-Lajoie a permis la mise sur pied de comités de gestion dans 13 écoles qui ont débouché sur des initiatives originales comme l'organisation du transport scolaire par pirogue.

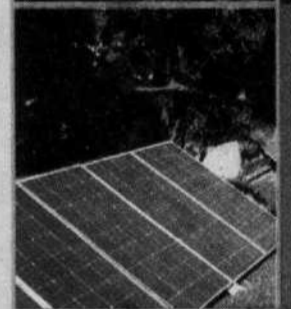
AU BURUNDI, l'AMIE, organisme d'aide internationale à l'enfance, assure la promotion des droits fondamentaux des enfants de la rue et des orphelins du sida.

À CUBA, un jeune stagiaire Québec sans frontières participe à un projet d'électrification de 40 cliniques médicales réalisé par le Comité de Solidarité Tiers-Monde de Trois-Rivières et destiné à près de 25 000 personnes vivant dans des régions éloignées.

AU NICARAGUA, le ministère des Relations internationales appuie un projet de SUCO (Solidarité-Union-Coopération) qui vise à faciliter la fréquentation scolaire et à améliorer le niveau de santé des enfants travailleurs.

AU PÉROU, le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke a entrepris un programme visant à améliorer la situation de santé d'environ 150 000 habitants de la vallée de La Convention. Neuf stagiaires Québec sans frontières, étudiants du Collège de Sherbrooke, participent présentement à ce projet.

Entre 1995 et 2004, grâce au programme Québec sans frontières, plus de 400 stages impliquant 2505 participants de 18 à 35 ans ont été faits dans 25 pays, en partenariat avec 21 organismes québécois de coopération internationale, pour un budget total de 15,7 M\$.



Un savoir-faire au service du développement

Le gouvernement du Québec exprime aussi sa solidarité par l'entremise d'acteurs des milieux économique et institutionnel québécois.

En **HAYTI**, par exemple, l'expertise d'Hydro-Québec est mise à contribution afin de rétablir le service d'électricité à la ville des Gonaïves. La valeur du projet est de l'ordre de 4,5 M\$.

Tous les ans, Hydro-Québec mène plusieurs projets de formation et d'assistance techniques dans des pays en développement, principalement dans la Francophonie.

À ce jour, le ministère des Relations internationales a consenti près de 50 millions \$ à la réalisation de projets de développement et de solidarité internationale.

Relations
internationales

Québec

www.mri.gouv.qc.ca

